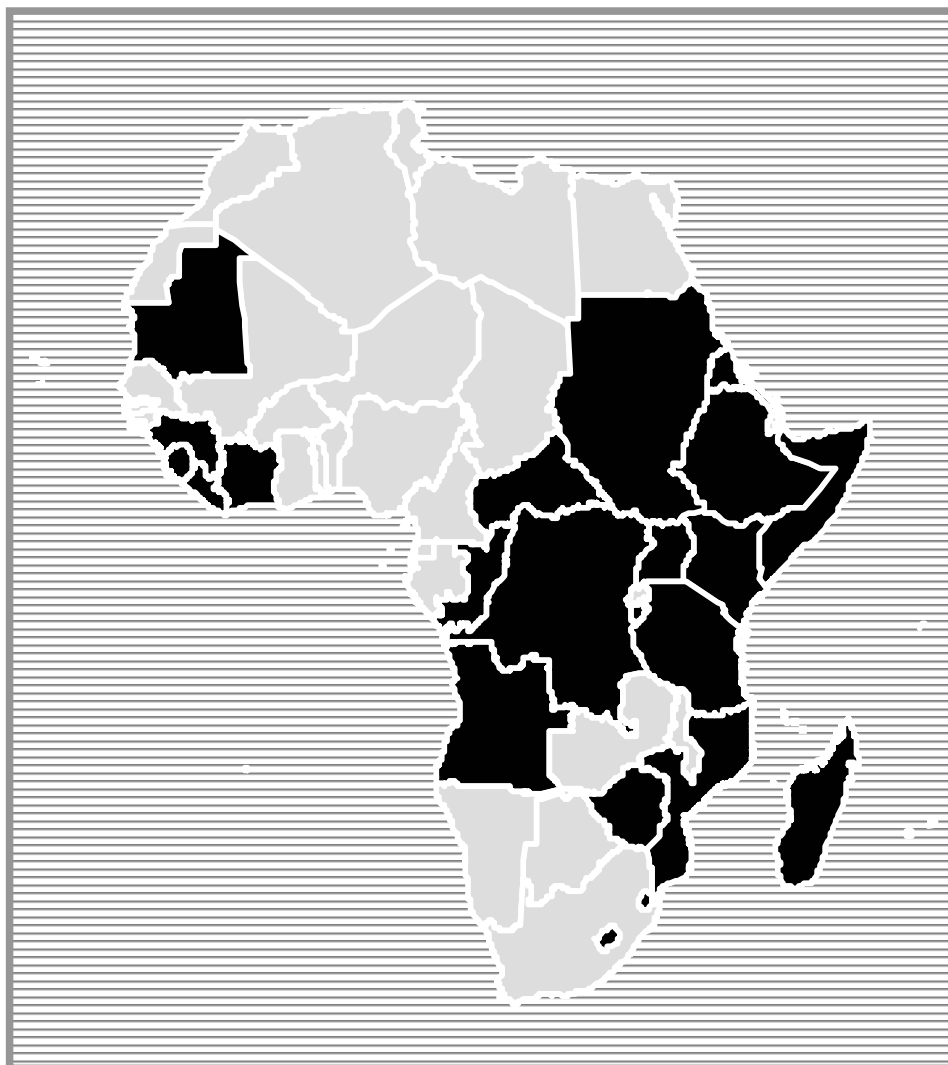


SITUATION ALIMENTAIRE ET PERSPECTIVES DE RÉCOLTE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

No. 2

Juillet 2003



Pays affectés par des situations d'urgence alimentaire exceptionnelles:

Angola, Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe



**ORGANIZATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE**

INTRODUCTION

Ce document est le deuxième d'une série de trois rapports annuels établis en 2003 par le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO sur la situation des disponibilités alimentaires et les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire de l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne. Il a pour objet de fournir aux gouvernements, aux organisations internationales et aux autres organisations chargées des opérations humanitaires les analyses et les informations les plus récentes sur la situation alimentaire de ces pays.

On trouvera dans l'introduction la liste des pays de la sous-région exposés à de graves pénuries alimentaires et les principales raisons de l'insécurité alimentaire appréhendée. Suit une section intitulée Faits saillants. La Première partie comporte une évaluation des perspectives de récoltes et de la situation des disponibilités alimentaires par sous-région. Le présent rapport contient des tableaux, numérotés de 1 à 6, concernant la production, les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire. L'information sur les annonces d'aide alimentaire, les opérations triangulaires et les achats locaux est fondée sur les données transmises au SMIAR, fin juin 2003, par le Programme alimentaire mondial.

La Deuxième partie, consacrée aux bilans céréaliers, présente des données clés par pays, notamment les besoins d'importations et d'aide alimentaire en céréales.

PAYS EN SITUATION D'URGENCE ALIMENTAIRE (total : 23 pays)

<u>Pays</u>	<u>Motifs de la situation d'urgence</u>
Angola	Rapatriés
Burundi	Trouble civils, PDI
Cap-Vert	Sécheresse
Côte d'Ivoire	Troubles civils, PDI
Érythrée	Sécheresse, PDI, rapatriés
Éthiopie	Sécheresse, PDI
Guinée	PDI, réfugiés
Kenya	Sécheresse dans certaines régions
Lesotho	Mauvaises conditions météorologiques dans certaines régions
Libéria	Troubles civils, PDI
Madagascar	Sécheresse dans certaines régions, problèmes économiques
Mauritanie	Sécheresse
Mozambique	Sécheresse dans les régions du sud
Ouganda	Troubles civils, PDI, sécheresse dans certaines régions
République centrafricaine	Troubles civils, PDI
République démocratique du Congo	Troubles civils, PDI et réfugiés
République du Congo	Troubles civils, PDI
Sierra Leone	Troubles civils, PDI
Somalie	Troubles civils, sécheresse dans certaines régions
Soudan	Troubles civils, sécheresse dans certaines régions
Swaziland	Sécheresse dans certaines régions
Tanzanie	Sécheresse dans certaines régions, réfugiés
Zimbabwe	Sécheresse, problèmes économiques

La situation pouvant évoluer rapidement, les informations publiées dans ce rapport ne correspondent pas nécessairement aux données les plus récentes. Prière de s'adresser, pour tout complément d'information ou toute rectification, à Henri Josserand, Chef du Service mondial d'information et d'alerte rapide (ESCG), FAO, Rome (Télécopie: 39-06-5705-4495, courrier électronique: GIEWS1@FAO.ORG).

Le présent document peut être consulté sur le site web de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>

FAITS SAILLANTS

Afrique de l'Est

- Les dernières annonces d'aide alimentaire en faveur de l'Érythrée et de l'Éthiopie ont relancé le processus mais il faut accélérer les livraisons.
- Des pluies propices et des prévisions météorologiques encourageantes pour les principales zones de production laissent entrevoir dans la sous-région une amélioration du rendement des cultures et des produits d'élevage.
- De graves inondations ont entraîné dans certains secteurs le déplacement de milliers de personnes et pourraient conduire à des pénuries alimentaires localisées.
- En Tanzanie, la situation alimentaire, stable dans l'ensemble, pourrait devenir très précaire dans les zones côtières du centre, du sud et du nord du pays, où les précipitations ont été inégales.

Afrique de l'Ouest

- En Mauritanie, les livraisons alimentaires d'urgence et la disponibilité de blé subventionné ont soulagé les régions les plus gravement menacées de disette, mais comme les approvisionnements de céréales demeurent serrés et que les prix du bétail baissent, éleveurs nomades et agriculteurs ont beaucoup de mal à subvenir à leurs besoins alimentaires.
- En Côte d'Ivoire, la situation alimentaire demeure critique, particulièrement dans le nord et l'ouest, sous contrôle des rebelles.
- Au Libéria, les combats ont gagné en violence, perturbant la campagne agricole en cours et provoquant le déplacement de milliers de ménages ; on prévoit dès lors un déclin de la production de riz cette année encore et une augmentation des besoins d'aide alimentaire.

Afrique centrale

- En République centrafricaine, les approvisionnements sont précaires ; la production vivrière ne devrait pas augmenter cette année vu le climat d'insécurité persistante qui règne dans le pays, notamment dans le nord.
- En République démocratique du Congo, la violence inter-ethnique est à l'origine d'une situation humanitaire déplorable dans l'est et le nord-est. Des centaines de personnes ont été tuées et des milliers d'autres ont dû quitter leur foyer.
- Au Burundi et au Rwanda, les pluies tombées à la fin d'avril et en mai ont amélioré les conditions de croissance durant la deuxième campagne agricole, ce qui devrait favoriser les récoltes. Par contre, certaines provinces accusent des pertes localisées attribuables au mauvais temps.

Afrique australe

- En dépit d'un solide redressement de sa production céréalière en 2003, l'Afrique australe nécessitera une aide alimentaire considérable durant l'année de commercialisation 2003/04. La pandémie de VIH/SIDA contribue largement au problème de l'insécurité alimentaire dans la sous-région.
- Au Zimbabwe, la production céréalière est restée très inférieure à ses niveaux habituels et 5,5 millions de personnes, soit la moitié de la population totale du pays, ont besoin de secours alimentaires d'urgence.
- Au Mozambique, la récolte céréalière a été satisfaisante dans l'ensemble ; il n'empêche que 949 000 personnes habitant le sud du pays ou certaines parties des zones centrales devront recourir à l'assistance alimentaire, la récolte de maïs ayant été un échec presque total.
- En Angola, la production de céréales pour 2003 affiche une augmentation marquée grâce à de bonnes conditions climatiques, à l'augmentation des semis faisant suite au retour des PDI dans les zones rurales, et à la distribution d'intrants agricoles. Néanmoins, il faudra apporter une aide alimentaire à 1,4 million de gens (rapatriés ou personnes vulnérables, pour la plupart) que trois décennies de guerre civile ont laissés sans ressources.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Introduction	ii
Faits saillants	iii
Table des matières	iv
Première partie: Situation par sous-région	1
- Afrique australe.....	1
- Afrique de l'Est.....	3
- Afrique de l'Ouest	5
- Afrique centrale.....	8
- Le point sur les annonces et les livraisons d'aide alimentaire.....	9
Tableau 1: Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire par sous-région en 2002/03 ou 2003.....	10
Tableau 2: Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire des pays dont la campagne commerciale de 2003/04 a déjà commencé.....	10
Tableau 3: Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire des pays dont la campagne commerciale de 2002/03 ou 2003 n'est pas terminée.....	11
Tableau 4: Opérations triangulaires au bénéfice de l'Afrique subsaharienne en 2002/03 ou 2003.....	12
Tableau 5: Achats locaux en Afrique subsaharienne en 2002/03 ou 2003.....	12
Tableau 6: Contributions d'aide alimentaire en céréales et pourcentage livré en 2002/03 ou 2003.....	13
Traduction des termes utilisés dans les bilans alimentaires	14
Terminologie	15

PREMIÈRE PARTIE : SITUATION PAR SOUS-RÉGION

CALENDRIER AGRICOLE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le calendrier des cultures céréalières de l'Afrique subsaharienne figure ci-dessous. En Afrique australe, la récolte de la campagne secondaire 2002/03 est pratiquement achevée. Dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est, les cultures de la campagne principale sont en cours de récolte ou en terre. Les céréales secondaires sont en phase de maturation dans certaines zones des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, et à l'étape de la floraison ou de la formation du grain en Afrique centrale. Dans les pays sahéliens d'Afrique de l'Ouest, les céréales de la campagne principale viennent d'être semées.

Calendrier des cultures céréalières

Sous-région	Cultures céréalières	
	Semis	Récolte
Afrique de l'Est ^{1/}	mars-juin	août-décembre
Afrique australe	octobre-décembre	avril-juin
Afrique de l'Ouest		
- Zones côtières (première campagne)	mars-avril	juillet-septembre
- Zone du Sahel	juin-juillet	octobre-novembre
Afrique centrale ^{1/}	avril-juin	août-décembre

^{1/} Hormis le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo qui ont deux campagnes principales, et la Tanzanie, dont la campagne principale suit le calendrier des semis de l'Afrique australe. Au Soudan, les semis des céréales secondaires se font en juin-juillet et la récolte, d'octobre à décembre.

En **Afrique australe**, on s'attend en 2003 à une hausse de 6,6 pour cent de la production céréalière par rapport à la moyenne de l'année dernière, ce qui la porterait à 21,6 millions de tonnes. En effet, la baisse de rendement enregistrée en Afrique du Sud, le principal producteur, a été largement compensée par des redressements dans d'autres pays. Les besoins d'importations céréalières pour 2003/04 ont considérablement baissé comparativement à l'an dernier et seront facilement comblés par les excédents affichés en Afrique du Sud et le commerce entre pays. De forts volumes d'aide alimentaire d'urgence sont néanmoins requis.

Au **Zimbabwe**, on observe une augmentation de 41 pour cent des rendements céréaliers par rapport à ceux, médiocres, de l'année dernière, mais les volumes restent inférieurs de 51 pour cent à ceux de l'année 2000/01, eux-mêmes très en dessous de la moyenne. Les effets d'une grave sécheresse durant la saison de végétation se sont conjugués ici aux problèmes sociaux, économiques et politiques qui minent le pays. Le secteur de l'agriculture à grande échelle n'a affiché que le dixième de sa production moyenne des années 90.

Le pays fait face à un déficit céréalière de l'ordre de 1,3 million de tonnes. À la fin de mai, le gouvernement a multiplié pratiquement par quatre le prix de la farine de maïs, contrôlé par l'État. Cette mesure aura pour effet de limiter sérieusement l'accès des groupes les plus vulnérables à la nourriture. Une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires dépêchée en mai a estimé à 610 000 tonnes le volume de maïs qui sera requis en 2003/04 pour secourir 4,4 millions de personnes dans les régions rurales et 1,1 million de personnes dans les zones urbaines.

Au **Mozambique**, selon les données fournies en mai par une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires, la production céréalière en 2003 devrait s'établir à quelque 1,8 million de tonnes, soit 3 pour cent de plus que celle de l'année dernière, jugée bonne.

Par contre, des sécheresses prolongées et des températures élevées ont ravagé presque complètement le maïs de la campagne principale dans les provinces du sud et quelques provinces du centre du pays. Résultat, 949 000

personnes, soit 30 pour cent de la population des districts touchés mais seulement 5 pour cent de la population totale, feront face à la disette et 156 000 tonnes d'aide alimentaire d'urgence seront requises pour leur venir en aide durant la campagne commerciale 2003/04. Des achats locaux sont envisageables vu l'excédent de maïs inscrit dans les régions du nord et certaines zones centrales, mais il faudra quand même recourir abondamment aux importations car le coût du transport intérieur vers les régions méridionales est élevé. Les prix du maïs, qui avaient commencé à décliner en février sur les marchés du nord et du centre, se sont stabilisés en juin à des niveaux comparables à ceux d'il y a un an.

En **Zambie**, la récolte céréalière de 2003 est supérieure à la moyenne et deux fois plus importante que celle de l'année dernière (qui avait été médiocre). Pour le maïs, le volume de production estimé par la mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires dépêchée en mai s'élève à 1,16 million de tonnes. Ces progrès sont attribuables aux bonnes conditions météorologiques et à la disponibilité d'intrants subventionnés.

Les prix du maïs se sont stabilisés à des niveaux bien inférieurs à ceux d'il y a un an. Les populations vulnérables peuvent se procurer des vivres plus facilement, mais il reste que, là où les récoltes ont failli, certains groupes nécessiteront en 2003/04 une aide alimentaire ciblée. Les autorités se proposent d'accroître les réserves de vivres au moyen d'achats locaux et en important les quantités convenues durant la dernière campagne commerciale.

Au **Malawi**, les approvisionnements alimentaires sont généralement satisfaisants grâce à une forte poussée des rendements céréaliers en 2003 et à des stocks de report de maïs d'un niveau jamais égalé. Les cours du maïs ont chuté depuis mars; ils sont maintenant plus bas que l'année dernière à pareille période et sous les 17 kwachas/kg fixés par le gouvernement.

En dépit de ces indications positives, une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires, en visite dans le pays en avril dernier, a conclu qu'environ 400 000 personnes seraient tributaires de l'aide alimentaire durant la campagne commerciale 2003/04 (avril/mars), notamment les populations des régions où la campagne agricole a échoué ou qui sont gravement touchées par le VIH/SIDA. Comme les stocks de maïs sont abondants dans le pays, la mission a recommandé d'acheter localement les 30 600 tonnes de céréales requises d'urgence.

Au **Lesotho**, d'après une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires dépêchée en avril dernier, les volumes de céréales engrangés en 2003 devraient atteindre 89 100 tonnes, soit 65 pour cent de plus que l'année dernière. Cette hausse n'est cependant pas suffisante pour rejoindre la moyenne. Les besoins céréaliers ont été estimés à 321 000 tonnes, dont la plus grande partie sera importée par voie commerciale.

Le rapport de mission indique qu'il faudra également fournir d'urgence environ 32 000 tonnes d'aide alimentaire pour secourir les quelque 270 000 personnes touchées par de mauvaises récoltes locales ou encore par le VIH/SIDA.

Pour ce qui est du **Swaziland**, une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires qui y a séjourné en avril a annoncé une récolte de maïs avoisinant les 73 000 tonnes, 4 pour cent de plus que le médiocre niveau des rentrées de l'an dernier mais 27 pour cent de moins que la moyenne des cinq dernières années. C'est dans le Lowveld que la situation est la pire, le temps sec ayant abîmé les cultures en croissance.

Bien qu'on ne prévoie pas de pénuries de céréales à l'échelle nationale en 2003/04 – grâce à de plus fortes capacités d'importations commerciales et à une chute des prix en Afrique du Sud –, le rapport de la mission indique que 217 000 personnes pourraient manquer de vivres, rendant nécessaire un apport de 24 000 tonnes de céréales.

En **Angola**, selon les chiffres fournis par une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires dépêchée au mois de mai, la production céréalière pour 2003 passerait à 670 000 tonnes, en hausse de 23 pour cent par rapport à l'année dernière. Cette augmentation est attribuable aux pluies abondantes et bien distribuées qui ont arrosé les cultures, à l'accroissement des emblavures occasionné par le retour à la ferme de personnes déplacées et de réfugiés et à la distribution d'importantes quantités d'intrants agricoles.

Cela dit, le nombre de personnes tributaires de l'aide alimentaire en 2003/04 demeure élevé, à 1,4 million. Ce chiffre comprend une forte proportion de PDI et de réfugiés rentrés chez eux, auxquels s'ajoutent les soldats qui s'étaient enrôlés dans l'UNITA et leurs familles. L'assistance alimentaire requise pour les secourir serait d'environ 219 000

tonnes de céréales et 17 800 tonnes de légumineuses. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a l'intention de prendre 1,02 million de personnes en charge.

À **Madagascar**, une dure sécheresse a rogné en 2003 les cultures vivrières des provinces méridionales, le maïs en particulier. D'après les estimations officielles, 600 000 personnes ont besoin d'une assistance. Les autres sources d'alimentation sont en train de s'épuiser, et les derniers rapports font état d'une augmentation du nombre d'enfants souffrant de malnutrition. En dépit de ces graves difficultés, le PAM a dû, en mai, interrompre ses opérations d'aide par manque de ressources. Des contributions supplémentaires sont donc requises de toute urgence pour prévenir une nouvelle détérioration de la situation à partir de septembre, période difficile de l'année.

Dans la sous-région d'**Afrique de l'Est**, on va bientôt commencer à engranger les céréales de la campagne principale de 2003 dans le sud ; dans le nord, les cultures sont à divers stades de croissance. Fortes pluies et inondations au début de l'année ont coûté la vie à beaucoup d'habitants du Kenya, de l'Éthiopie et de la Somalie, déplaçant en outre des milliers de personnes et abîmant les cultures; il pourrait en découler de graves pénuries alimentaires localisées.

En **Érythrée**, la campagne agricole principale (« kiremti ») a débuté mais les courtes pluies de printemps (« azmera », de mars à mai), propices à la préparation des sols et à la régénération des pâturages, ont été insuffisantes.

Les importants déficits vivriers provoqués par la sécheresse de l'année dernière persistent dans le pays, touchant jusqu'aux deux tiers de la population. Pour 1,4 million de personnes environ, une aide alimentaire est requise d'urgence. Par ailleurs, des groupes nombreux ont encore besoin d'une assistance humanitaire : personnes déplacées à l'intérieur du territoire national en raison de la récente guerre avec l'Éthiopie voisine, rapatriés de retour du Soudan, enfants inscrits au Programme d'alimentation scolaire d'urgence du PAM. Le gouvernement et les organisations d'aide humanitaires sont très préoccupés par le faible taux de réponses des donateurs aux appels d'urgence, visant 476 000 tonnes d'aide alimentaire, qu'ont lancés les autorités. Si l'on veut atténuer ces graves pénuries, il faut qu'augmentent les contributions et que les livraisons s'accélèrent. La FAO et le PAM ont approuvé conjointement en mars dernier une opération d'urgence d'une valeur de 46,5 millions de dollars EU pour venir en aide à quelque 900 000 personnes pendant dix mois (mai 2003 - février 2004).

En **Éthiopie**, la campagne principale (meher) a débuté pratiquement partout. Dans les hautes terres du centre du pays, les céréales de la courte campagne « belg » sont en voie d'être engrangées. Cette récolte s'effectue normalement de juin à août et compte pour environ 10 pour cent de la production céréalière totale, mais elle représente dans certaines régions le gros des volumes engrangés. Plus tôt durant la campagne, de fortes pluies ont causé de graves inondations par endroits, chassant les habitants et détruisant leurs biens et leurs outils de production. Les dommages les pires sont survenus dans les basses terres qui longent le fleuve Wabi-Shebelle (secteur de Gode limitrophe de la Somalie).

Un nouvel examen de la situation alimentaire dans plusieurs régions clés a amené le gouvernement et l'équipe des Nations Unies en Éthiopie à réviser à la hausse le nombre de personnes requérant une aide, le faisant passer de 11,3 millions à 12,5 millions. La FAO et le PAM ont approuvé conjointement en mars une opération d'urgence d'une valeur approximative de 205,5 millions de dollars EU visant à secourir pendant douze mois (avril 2003 à mars 2004) les 4,6 millions de petits agriculteurs et éleveurs nomades les plus durement touchés.

Au **Kenya**, le maïs des longues pluies a bénéficié des bonnes précipitations reçues en avril et mai, qui ont compensé un peu les effets négatifs de semis tardifs en début de campagne. En revanche, d'importantes inondations ont entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes et ravagé de grandes surfaces cultivées. La situation est particulièrement mauvaise dans les basses terres proches du lac Victoria (dans l'ouest), où les rivières ont débordé et submergé les champs, et dans le district du fleuve Tana (dans l'est).

La plupart des zones pastorales ont également reçu des pluies plus abondantes que la moyenne en avril et mai. Des problèmes alimentaires graves n'y persistent pas moins, notamment dans les districts de Turkana, Baringo et Pokot Ouest où les effets de la sécheresse de l'an dernier se font encore sentir.

En **Somalie**, les premières indications concernant les céréales de la campagne principale (gu), qui comptent normalement pour 70 ou 80 pour cent de la production annuelle, ne sont guère encourageantes. Les rapports font état d'un excès de pluies ainsi que d'inondations d'une part, et de sécheresses localisées d'autre part.

Les céréales de la campagne secondaire (deyr), récoltées plus tôt cette année, devraient atteindre un volume approximatif de 164 600 tonnes, en hausse de près de 80 pour cent par rapport à la moyenne depuis la guerre, soit de 1995 à 2001. Cela porterait la production céréalière totale pour 2002/03 à quelque 376 000 tonnes, 35 pour cent de plus que la moyenne d'après-guerre. La situation des approvisionnements alimentaires dans le sud somalien s'est globalement améliorée grâce aux bons rendements des récoltes « gu » et « deyr », mais les enquêtes nutritionnelles révèlent que les taux de malnutrition demeurent élevés. Dans le nord-ouest (Somaliland) et le nord-est (Puntland), on continue malgré de meilleures précipitations de signaler de graves pénuries d'eau et de nourriture. Les régions les plus durement touchées sont celles de Togdheer, Sool, Sanaag et de Hawd, ainsi que plusieurs districts de Bari et certaines parties de la région de Nugal.

Au **Soudan**, on évalue à 296 000 tonnes le volume du blé récemment moissonné, soit 3 pour cent de moins que la moyenne des cinq dernières années. Le total des céréales engrangées en 2002/03, estimé à 3,8 millions de tonnes environ, est inférieur de quasiment 30 pour cent à celui d'il y a douze mois, et de 13 pour cent à la moyenne quinquennale.

D'importants déficits vivriers se sont révélés dans de nombreuses régions du Soudan et les prix sont exceptionnellement élevés pour cette période de l'année, surtout celui du sorgho. Les contrôles d'approvisionnements alimentaires effectués depuis le mois de janvier ont confirmé qu'environ 101 000 tonnes de vivres seront requises pour secourir, en attendant la prochaine récolte en septembre, 1,9 million d'habitants dans le sud du pays. De ce nombre, 700 000 personnes environ reçoivent une assistance alimentaire depuis janvier et sont jugées très vulnérables. En avril, la FAO et le PAM ont approuvé conjointement une opération d'urgence d'une valeur approximative de 130,97 millions de dollars EU en faveur de 3,25 millions de Soudanais pour une période de douze mois (avril 2003 à mars 2004).

En **Tanzanie**, les premières estimations de rendements agricoles pour 2002/03 font état d'une chute de 10 pour cent par rapport à l'année dernière; cette baisse est attribuable au temps sec qui a prévalu entre février et la mi-mars dans une grande partie de l'est, du centre et du sud du pays. Beaucoup de ces régions sont restées plus de trois semaines sans pluie à un stade critique de la période de végétation et le retour des précipitations à la mi-mars n'a pas suffi à empêcher les pertes. La production a d'ailleurs décliné en dépit d'un important accroissement (39 pour cent) des superficies cultivées. Cette augmentation des emblavures, qui touche la plupart des cultures vivrières, est attribuable notamment aux prix élevés obtenus sur les marchés l'année dernière.

Dans l'ensemble, les approvisionnements alimentaires du pays demeurent stables malgré des hausses de prix des denrées de base, inhabituelles à cette période-ci de l'année. D'autre part, selon les rapports, les prix des animaux d'élevage seraient en chute même s'il ne manque ni d'eau ni de fourrage. Ceux des denrées de base devraient se détendre un peu lorsque les nouvelles récoltes feront leur entrée sur les marchés.

En **Ouganda**, les perspectives concernant les récoltes céréalières de la campagne principale 2003 sont mitigées, les faibles précipitations des mois de février et mars ayant retardé en beaucoup d'endroits la préparation des sols et les semis. En outre, on a signalé dans le sud-ouest du pays des dommages causés par la grêle, et dans l'ouest des cultures abîmées par la sécheresse. D'une manière générale, l'accès du bétail à l'eau potable et au fourrage est satisfaisant. Dans la région de Karamoja (districts de Kotido, Moroto et Nakapiripirit), les pâturages demeurent en piètre état mais l'accès à l'eau est devenu plus facile.

Globalement, la situation alimentaire du pays est stable; toutefois, les approvisionnements sont précaires dans la région de Karamoja, où l'on ne prévoit guère d'amélioration avant la fin de juillet quand débiteront les récoltes. Le prix des céréales a continué à grimper en avril, celui du sorgho s'établissant en moyenne à 410 Ush/kg, environ 100 Ush de plus qu'en mars et plus du double de la moyenne à long terme pour avril. Une récolte médiocre de bananes dans le centre du pays viendra sans doute aussi réduire le revenu des ménages et les ressources en vivres. Les mouvements d'insurrection continuent de provoquer le déplacement, par centaines, des habitants des districts de Gulu, Kitgum et Pader dans le nord et, plus récemment, de ceux de Katakwi et Soroti dans l'est. Dans les camps où sont rassemblés les PDI, les réserves d'eau et les infrastructures sanitaires et médicales sont insuffisantes. Un examen récent de la situation dans le district de Pader indique que près des trois quarts de la population ont été déplacés. Une enquête nutritionnelle menée dans le principal hôpital de ce district révèle par ailleurs que 14 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition grave, et que 29 pour cent en sont menacés. Ces données sont semblables aux

résultats d'une évaluation réalisée en janvier 2003 dans un autre secteur, celui de Gulu. Quant aux districts de Kotido, Moroto et Nakapiripirit, dans le nord-est, les mauvaises récoltes de la dernière campagne y ont rendu la situation alimentaire également précaire.

En **Afrique de l'Ouest**, la zone du Sahel occidental, touchée l'année dernière par une forte sécheresse, a commencé à se relever. La situation alimentaire demeure cependant difficile en Mauritanie et dans plusieurs pays côtiers où les troubles civils désorganisent la production agricole et d'autres activités économiques.

En **Mauritanie**, il fait un temps sec normal pour la saison. Les semis débuteront avec l'arrivée des pluies, en juillet. On devra procurer d'urgence des intrants agricoles aux familles éprouvées par la sécheresse pour leur permettre de reprendre les travaux des champs.

Selon les données officielles, la production céréalière totale aurait été de 116 000 tonnes en 2002, en baisse de 31 pour cent par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, et de 5 pour cent comparativement à la médiocre récolte de 2001. Les besoins d'importations céréalières pour l'année de commercialisation 2002/03 (novembre à octobre) sont estimés à environ 323 000 tonnes; les importations commerciales s'élèveront à 258 000 tonnes, l'assistance alimentaire devant combler la différence, soit 65 000 tonnes. Quelque 420 000 personnes de toutes les régions du pays manquent de vivres. En mars 2002, le PAM a lancé une opération d'urgence d'une valeur de 7,5 millions de dollars EU pour venir au secours des 250 000 Mauritaniens les plus vulnérables. Une opération d'urgence régionale approuvée conjointement par la FAO et le PAM à la mi-décembre en faveur de cinq pays touchés par la sécheresse dans la partie ouest du Sahel (Cap-Vert, Gambie, Mali, Mauritanie, Sénégal) accordait au pays 43 632 tonnes de vivres dont les annonces de contribution couvraient 78 pour cent à la fin juin.

Les distributions d'aide alimentaire d'urgence et la vente de blé subventionné ont atténué un peu les difficultés éprouvées dans la région d'Aftout, de la vallée du fleuve Sénégal et dans le secteur de Hodh El Chargui et Hodh El Gharbi du plateau central, où des rapports antérieurs avaient fait état d'une famine imminente et de taux de malnutrition élevés entraînant les maladies habituelles. En revanche, le manque de pâturages a fait grimper les ventes accélérées de bétail et accru le mouvement des troupeaux. Les prix des produits de l'élevage continuent de fléchir malgré la mise en œuvre d'un programme de subventions des aliments pour animaux. Les petits éleveurs nomades et agriculteurs sont considérés dans ces régions comme des groupes très vulnérables.

Au **Sénégal**, la production globale de céréales pour 2002 est évaluée à 851 300 tonnes, 11 pour cent de moins qu'en 2001 et 8 pour cent de moins que la dernière moyenne quinquennale. La production d'arachides, principale source de revenu des ménages ruraux, a été estimée à 260 700 tonnes, en baisse de 71 pour cent par rapport à l'année précédente et 65 pour cent en deçà de la moyenne. Les ménages ruraux, en particulier dans les zones productrices de cette denrée, ont beaucoup de mal à se procurer des vivres, cela en dépit du fait que les prix des céréales, grimpés en flèche l'année dernière, ont diminué un peu grâce à de plus fortes importations commerciales de riz.

Devant cette situation, le gouvernement a fait distribuer environ 54 000 tonnes de riz aux ménages agricoles au cours de l'année 2002. Il a également mis sur pied tout récemment un nouveau programme d'aide prévoyant la distribution de 50 000 tonnes de riz et de 13 000 tonnes d'aliments pour animaux, ainsi que la mise sur le marché subventionnée de maïs et de semences d'arachide, que la FAO distribue aussi dans le cadre d'un de ses projets. On a accordé au Sénégal 3 000 tonnes de produits alimentaires pour ses 23 300 habitants les plus vulnérables, au titre de l'opération d'urgence régionale lancée par le PAM en décembre 2002 pour venir en aide à cinq pays de l'ouest du Sahel éprouvés par la sécheresse.

En **Côte d'Ivoire**, les précipitations ont été abondantes en avril mais ont diminué et sont restées sous la moyenne en mai, ce qui pourrait avoir ralenti la croissance des cultures dans le sud ainsi que les semis et la levée du mil et du sorgho dans le nord. En raison des importants mouvements de population et des pénuries probables de semences causés par la guerre civile, la production agricole ne devrait pas retrouver cette année son niveau d'avant la crise.

Malgré l'amélioration générale des conditions de sécurité dans le pays, la situation des approvisionnements en vivres demeure critique, en particulier dans les régions du nord et de l'ouest, contrôlées par les rebelles. Dans le nord, les producteurs de coton qui n'ont pas réussi à vendre leur récolte en raison du conflit sont menacés de disette; dans l'ouest, les attaques contre la population civile se poursuivent, les habitants continuent d'être déplacés et beaucoup de Libériens chassés de leur pays par une recrudescence des combats viennent chercher refuge; tout cela rend l'accès

aux champs difficile pour les agriculteurs, qui trouvent par ailleurs peu de débouchés pour leurs récoltes commerciales.

Plus d'un million de personnes ont été déplacées par le conflit qui sévit en Côte d'Ivoire. Au moins 800 000 d'entre elles ont fui le nord et le centre pour gagner le sud, et quelque 300 000 se sont réfugiées dans l'ouest aux alentours de la ville de Man. Environ 200 000 autres, pour la plupart des travailleurs migrants originaires de pays voisins – Burkina Faso, Guinée, Libéria, Mali –, ont quitté le pays. Le PAM a lancé une opération régionale d'urgence pour secourir 588 600 personnes en Côte d'Ivoire et 275 000 autres dans des pays voisins (Ghana, Burkina Faso et Mali) pendant une période de huit mois, de mai à décembre 2003. Pour les organisations d'aide humanitaire, la question de l'accès aux PDI en Côte d'Ivoire, particulièrement dans l'ouest du pays, demeure très préoccupante.

Au **Libéria**, les affrontements armés persistants qui réduisent l'accès à la plupart des zones agricoles, entraînant des déplacements massifs de population, sont une cause majeure d'insécurité alimentaire dans le pays. La campagne agricole en cours est perturbée par la reprise des combats, qui laisse présager pour cette année un nouveau recul de la production rizicole. Environ 200 000 personnes déplacées de l'intérieur, en provenance des régions du nord, du nord-ouest et du centre du pays, vivaient encore récemment dans des camps situés à la périphérie de Monrovia. Cependant, par suite de l'intensification récente de la violence, la plupart de ces réfugiés ont conflué vers le centre de la ville, où ils connaissent des conditions extrêmement difficiles, tandis que des milliers d'entre eux sont passés en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire occidentale. À la fin du mois de mai, le PAM fournissait une assistance alimentaire à 182 347 personnes dans le pays.

En **Gambie**, où prévaut un temps sec de saison, les agriculteurs s'emploient à préparer leurs champs, et les semis devraient commencer au cours des prochaines semaines, avec l'arrivée des pluies.

Selon les estimations officielles, la production céréalière s'établirait, pour 2002, à 139 000 tonnes, soit 30 pour cent de moins que l'an dernier et 7 pour cent en deçà de la dernière moyenne quinquennale. Par ailleurs, bien que les cours des céréales, qui avaient considérablement augmenté l'an dernier, aient enregistré un léger déclin lié principalement à l'augmentation des importations commerciales du riz, de nombreux ménages ont encore du mal à se procurer de la nourriture, notamment dans les régions productrices d'arachides.

La Gambie, bénéficiaire d'une opération d'urgence régionale du PAM lancée en décembre 2002 à l'intention de cinq pays du Sahel occidental touchés par la sécheresse, a reçu à ce titre une allocation de 2 340 tonnes de céréales. À la fin du mois de juin, ce volume était totalement garanti par les engagements.

Au **Cap-Vert**, où il fait un temps sec de saison, les semis du maïs démarrent normalement en juillet, alors que les pluies commencent d'arroser les îles principales. Suite à la récolte médiocre de 2002, il faut s'attendre à des difficultés d'approvisionnement en semences.

Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires qui s'est rendue dans le pays en octobre 2002 a estimé la production de maïs à quelque 5 000 tonnes, volume analogue à celui des mauvaises récoltes de 1997 et de 1998 et qui représente un quart seulement de la bonne récolte obtenue en 2001. La mission a évalué les besoins en importations céréalières pour la campagne de commercialisation 2002/03 (novembre/octobre) à 108 518 tonnes, dont 33 250 tonnes devaient faire l'objet d'importations commerciales, laissant un solde de 75 268 tonnes à combler sous forme d'aide alimentaire.

Une mission conjointe de suivi FAO/CILSS a constaté, en janvier 2003, que le gouvernement avait lancé des programmes d'échange travail-contre-nourriture afin d'améliorer la situation alimentaire des couches défavorisées. Cependant, le programme souffre d'un financement insuffisant. Rappelons que le Cap-Vert bénéficie d'une opération d'urgence régionale du PAM, lancée en décembre 2002.

En **Guinée**, les premières pluies qui avaient atteint le sud du pays fin mars se sont étendues à l'ensemble du territoire au cours du mois de mai, permettant la préparation des terres et les premiers semis.

Les premières estimations officielles pour 2002 font état d'une production céréalière moyenne – principalement du riz – soit environ 1,04 million de tonnes. La présence d'un nombre important de réfugiés, conjuguée à l'instabilité persistante des pays voisins, représente un lourd fardeau pour la Guinée, qui abrite aujourd'hui plus de 100 000

personnes déplacées en provenance du Libéria et de la Sierra Leone. Depuis que la guerre civile a éclaté en Côte d'Ivoire, en septembre 2002, des dizaines de milliers de personnes sont arrivées dans le pays, notamment des rapatriés guinéens et des ressortissants ivoiriens et libériens. En outre, il reste dans le pays quelque 82 000 PDI chassés de leur foyer par le conflit armé entre septembre 2000 et mars 2001. Début mai, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé un appel pour l'octroi d'un crédit supplémentaire de 3,1 millions de dollars EU afin d'aider les étrangers réfugiés en Guinée ainsi que les Guinéens déplacés dans leur propre pays, compte tenu de l'affaiblissement de l'économie et de la poursuite des conflits en Côte d'Ivoire et au Libéria voisin.

En **Sierra Leone**, les images satellitaires indiquent que les précipitations ont été dans l'ensemble inférieures à la moyenne et que le temps sec a régné pratiquement partout, ce qui pourrait avoir affecté les semis de la campagne rizicole. La production de paddy devrait néanmoins connaître une nouvelle augmentation cette année, grâce à l'amélioration de la sécurité et à l'extension des surfaces ensemencées par les réfugiés ayant fait retour et les agriculteurs déplacés.

La production céréalière pour 2002 est estimée à quelque 417 000 tonnes, soit 20 pour cent de plus que le niveau de l'année précédente. Grâce à cette bonne récolte, la situation des approvisionnements alimentaires est satisfaisante. Quant à la situation humanitaire, elle s'est sensiblement améliorée dans le pays une fois la guerre civile terminée. En 2002, plus de 100 000 réfugiés et 124 000 PDI ressortissants de la Sierra Leone ont réintégré leur région d'origine. Cependant, la reprise des troubles civils au Libéria a incité au moins 50 000 citoyens de ce pays à trouver refuge en Sierra Leone.

Au **Ghana**, les premières pluies tombées sur le sud du pays fin février et début mars ont permis la préparation des terres et les semis de la première récolte de maïs. Les précipitations ont poursuivi leur progression vers le nord en avril, rendant possible la campagne d'ensemencement et l'émergence des cultures de mil et de sorgho. Cependant, bien que le volume des précipitations ait été adéquat jusqu'ici, la répartition en a été insatisfaisante, avec notamment une période sèche de trois semaines au mois de mai, qui a nécessité de nouveaux semis dans la plupart des régions. Les semis de la première récolte de maïs se poursuivent dans plusieurs régions du sud. Cette année, le gouvernement a fait passer de 20 à 25 pour cent la taxe d'importation sur le riz, afin d'appuyer la production nationale et de réduire la dépendance à l'égard du riz d'importation.

La production céréalière globale pour 2002 a été estimée à quelque 2,15 millions de tonnes, soit 26 pour cent de plus que l'an dernier, parallèlement à une augmentation sensible du volume obtenu en plantes-racines, ce qui donne une situation générale satisfaisante au plan des approvisionnements alimentaires. Les prix réels exprimés en cédi ont même baissé pour la plupart des denrées de base. La crise qui sévit en Côte d'Ivoire et au Libéria s'est principalement traduite, pour le Ghana, par un afflux de ressortissants de pays tiers voyageant vers leur pays d'origine, mais aussi de demandeurs d'asile ivoiriens et libériens et de Ghanéens rentrant au pays. L'on estime à 70 000 le nombre des personnes entrées au Ghana en provenance de Côte d'Ivoire depuis septembre 2002, tandis que la reprise des combats a de nouveau provoqué un afflux de milliers de personnes cherchant refuge ou rentrant dans leur foyer. Selon les informations recueillies, tant le gouvernement que les milieux humanitaires et les communautés d'accueil ont beaucoup de mal à répondre à leurs besoins.

Au **Burkina Faso**, la saison des pluies a démarré à temps dans le sud et dans le sud-ouest, où les premières pluies importantes ont été enregistrées début avril. Au mois de mai, les précipitations avaient couvert l'ensemble du territoire et la préparation des terres ainsi que les campagnes d'ensemencement du mil et du sorgho sont en cours.

Selon les estimations finales, 2002 aurait donné une récolte céréalière record de 3,12 millions de tonnes, soit 22 pour cent au-dessus de la dernière moyenne quinquennale, et la situation générale des approvisionnements alimentaires est satisfaisante. Cependant, les exilés de retour et les réfugiés de Côte d'Ivoire, ainsi que les personnes vivant dans les régions souffrant d'un déficit alimentaire chronique, à savoir le nord et le Sahel, continueront de nécessiter une aide alimentaire en 2003.

En **Guinée-Bissau**, la production céréalière globale pour 2002 est officiellement estimée à 151 400 tonnes, soit 8 pour cent de moins que la récolte de l'année précédente et un niveau légèrement inférieur à la moyenne. La situation générale des approvisionnements alimentaires est satisfaisante. Cependant, les personnes vivant dans les régions à déficit alimentaire chronique longeant la frontière septentrionale avec le Sénégal restent tributaires d'une aide alimentaire.

Au **Mali**, les premières pluies importantes ont été enregistrées dans l'extrême sud à la mi-avril, et leur progression vers le nord a permis de porter plus avant la préparation des terres et de lancer les campagnes de semis de mil et de sorgho.

La dernière estimation officielle pour 2002 fait état d'une production céréalière d'environ 2,5 millions de tonnes, soit un volume moyen. La situation générale des approvisionnements alimentaires est satisfaisante, sauf dans l'ouest où elle est tendue, et où le retour de quelque 130 000 Maliens de la Côte d'Ivoire met à rude contribution les approvisionnements disponibles. Le Mali bénéficie de l'opération d'urgence régionale, pour un volume alloué de 4 000 tonnes.

Au **Nigeria**, les pluies ont atteint le sud du pays au début du mois de mars, permettant la préparation des terres et les semis de la première récolte de maïs. Elles se sont propagées dans les régions du nord fin avril et début mai, rendant possibles les semis des céréales secondaires. Un accroissement de la production de paddy est prévu pour cette année, du fait de l'augmentation des prix aux producteurs liée à une hausse des droits d'importation imposés par le gouvernement. Celui-ci a par ailleurs constitué un groupe de travail national sur la sécurité des approvisionnements en riz, afin de stimuler la production locale de cette denrée.

La situation générale des approvisionnements alimentaires est stable. Cependant, certains groupes de population, dont on estime le nombre à quelque 750 000 personnes réparties dans les États de Benue, Nasarawa et Taraba, continuent de souffrir de l'insécurité alimentaire par suite des conflits ethniques et religieux qui ont marqué le pays au cours des deux dernières années.

Ailleurs, en Afrique occidentale, la situation des approvisionnements alimentaires est satisfaisante.

En **Afrique centrale**, les troubles civils et l'insécurité continuent de miner la sécurité alimentaire dans plusieurs pays.

En **République centrafricaine**, les précipitations ont été généralement bien réparties et abondantes depuis le mois de mars, ce qui a permis la préparation des terres et les premières opérations d'ensemencement. Cependant, du fait de l'insécurité persistante, notamment dans le nord, ainsi que des pénuries prévisibles de semences, la production alimentaire n'a guère de chances d'augmenter cette année. Une mission conjointe PAM/FAO/UNICEF d'évaluation au niveau local s'est rendue dans les régions les plus touchées au début du mois de mai; elle a estimé que, relativement aux années normales, 50 pour cent seulement des champs avaient été effectivement semencés.

Conséquence des troubles civils que le pays a connus entre octobre 2002 et mars 2003, la situation reste précaire au plan de la sécurité alimentaire. La destruction généralisée d'actifs matériels, mais aussi les déplacements de population ont perturbé les activités agricoles et économiques. À la mi-mars, le PAM a renouvelé l'appel qu'il avait lancé deux mois auparavant, sans résultat, en vue de l'obtention de 6,1 millions de dollars EU. On estime à plus de 230 000 le nombre de personnes ayant dû quitter leur foyer, dont environ 41 000 ayant trouvé refuge au Tchad.

En **République du Congo**, les conditions de croissance des cultures sont généralement satisfaisantes pour le maïs et pour les plantes-racines. Cependant, l'insécurité continue d'entraver les travaux agricoles et les activités de redressement. En mars 2002, une certaine reprise des combats dans la région de Pool, à la périphérie de la capitale Brazzaville, a entraîné le déplacement d'au moins 84 000 personnes. Cependant, on ne dispose pas d'estimations précises, étant donné que la plupart des secteurs de la région restent inaccessibles aux organismes humanitaires. Suite à un accord de paix conclu entre le gouvernement et les rebelles à la mi-mars 2003, une mission a pu visiter sans restrictions la région entre le 28 mai et le 7 juin, afin d'identifier les principaux besoins humanitaires et en vue de faciliter le retour, à terme, des PDI. Le PAM, qui se trouve confronté à une grave pénurie de ressources, a interrompu tous ses programmes de redressement afin de se concentrer sur l'aide d'urgence aux groupes les plus vulnérables.

En **République démocratique du Congo**, la moisson des récoltes vivrières de deuxième campagne pour 2003 est en cours dans les régions orientales et nord-orientales du pays. Cependant, en dépit des conditions de croissance favorables, la production devrait reculer de façon très marquée par suite de l'intensification de la guerre civile dans ces régions, principalement le district d'Ituri. Fin mai, le Conseil de sécurité des Nations Unies a autorisé le déploiement d'une force d'urgence multinationale de 1 500 soldats à Bunia, ville principale du district d'Ituri.

À la mi-juin, la FAO et le PAM ont approuvé conjointement une opération d'urgence visant à secourir 483 000 personnes parmi les plus affectées des régions septentrionales et orientales du pays, notamment des personnes déplacées de l'intérieur, des réfugiés rentrant des pays voisins et d'autres catégories vulnérables. L'opération, prévue pour une durée de six mois à compter de la mi-juin 2003, doit également fournir 32 236 tonnes de céréales et 9 934 tonnes de haricots.

Au **Burundi**, la moisson des récoltes vivrières de deuxième campagne pour 2003, composée principalement de sorgho et de haricots, est bien engagée. Les observateurs prévoient une bonne récolte de haricots dans les principales régions de culture de Kirundo, de Muyinga et de Ruyigi, où le prix des haricots a quasiment chuté de moitié avec l'arrivée de la nouvelle récolte sur les marchés. Cependant, dans d'autres régions, les cultures de haricots et de sorgho, qui avaient été ensemencées avec retard, ont été endommagées par les pluies excessives et par la grêle au mois de mai, le tout aggravé par l'insuffisance des précipitations en début de campagne. Les provinces les plus touchées par ces pertes localisées de récolte sont celles de Kirundo, Muyinga, Karuzi, Cankuzo, Makamba, Mwaro, Kayanza et Muramvya.

Les populations affectées par l'intensification de la guerre civile en avril et en mai reçoivent une aide alimentaire.

Au **Rwanda**, la moisson a commencé pour les récoltes vivrières de deuxième campagne de 2003, principalement du sorgho et des haricots. Grâce aux pluies abondantes qui ont arrosé le pays fin avril et courant mai, améliorant les conditions de croissance jusque-là affectées par l'irrégularité des précipitations, l'on prévoit de rentrer une récolte satisfaisante. En outre, la production de pommes de terre irlandaises et de bananes devrait également atteindre un volume normal. Cependant, les récoltes de la région de Bugesera ont été inférieures à la moyenne par suite de l'insuffisance des précipitations, et l'on craint une détérioration de la situation alimentaire au cours des prochains mois. Des pertes localisées de récolte sont également signalées dans certains secteurs du district de Rukara, dans la province d'Umutara.

Ailleurs, en Afrique centrale, la situation alimentaire est satisfaisante.

LE POINT SUR LES ANNONCES ET LES LIVRAISONS D'AIDE ALIMENTAIRE

Les besoins en importations céréalières pour l'Afrique subsaharienne devraient demeurer élevés au cours de 2003, avec comme cause principale les sécheresses qui ont sévi l'an dernier dans les régions méridionales, orientales et occidentales du continent. On trouvera au tableau 1 une synthèse des dernières estimations du SMIAR concernant la production de 2002 et les besoins en importations et en aide alimentaire pour 2002/03. Le volume global de l'aide alimentaire requise est estimé à 3,8 millions de tonnes, contre une estimation de 2,0 millions de tonnes en 2001/02. Quant aux engagements d'aide alimentaire céréalière pour 2002/03, y compris les volumes reportés de 2001/02, ils se montent à 2,3 millions de tonnes, dont 2,05 millions de tonnes ont été livrées.

S'agissant des pays africains qui ont déjà abordé leur nouvelle campagne de commercialisation, on trouvera un résumé des besoins d'importation pour 2003/04 au tableau 2, tandis que pour les pays encore engagés dans la campagne de commercialisation 2002/03, les importations céréalières et les besoins d'aide alimentaire sont résumés au tableau 3.

Tableau 1. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire par sous-région en Afrique subsaharienne: en 2002/03 ou 2003 (en milliers de tonnes)

Sous-région	Production céréalière en 2002 1/		2002/03 ou 2003		
	Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Besoins d'importations céréalières 2/	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est	22 587	102	5 168	3 477	1 691
Afrique australe	20 364	96	7 502	5 897	1 605
Afrique de l'Ouest	39 117	108	9 496	9 057	439
Afrique centrale	2 889	100	981	894	87
TOTAL	84 957	103	23 147	19 325	3 822

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les réexportations.

Tableau 2. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en 2003/04 en Afrique subsaharienne: pays où la campagne commerciale 2003/04 a commencé (en milliers de tonnes)

Sous-région/ pays	Campagne commerciale	Production céréalière en 2003 1/		2003/04		
		Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Besoins d'importations céréalières 2/	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est		3 860	98	430	360	70
Tanzanie	juin/mai	3 860	98	430	360	70
Afrique australe		20 768	100	5 903	4 755	1 148
Afrique du Sud	mai/avril	11 742	103	1 786	1 786	-
Angola	mai/avril	661	118	709	490	219
Botswana	avril/mars	13	68	281	281	-
Lesotho	avril/mars	89	70	321	289	32
Madagascar	avril/mars	1 899	98	383	330	53
Malawi	avril/mars	2 110	100	64	59	5
Mozambique	avril/mars	1 744	107	744	539	205
Namibie	avril/mars	101	112	135	135	-
Swaziland	mai/avril	73	72	128	103	24
Zambie	mai/avril	1 326	138	66	66	-
Zimbabwe	avril/mars	1 010	56	1 287	677	610
TOTAL		24 628	100	6 333	5 115	1 218

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les réexportations.

Tableau 3. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne:

pays où la campagne commerciale 2002/03 ou 2003 n'est pas achevée (en milliers de tonnes)

Sous-région/ pays	Campagne commerciale	Production céréalière en 2002 1/		Importations en 2001/02 ou 2002			Situation en 2002/03 ou 2003		
		Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Importations totales	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Aide alimentaire	Besoins d'importa- tions céréa- lières 2/	Importa- tions commer- ciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est		18 297	100	4 017	96	790	4 698	3 060	1 638
Burundi	janv./dec.	283	113	65	108	35	70	30	40
Comores	janv./dec.	6	100	46	102	-	46	46	-
Djibouti	janv./dec.	-	-	78	86	20	63	55	8
Erythrée	janv./dec.	58	24	227	82	159	440	80	360
Ethiopie 4/	janv./dec.	8 699	109	390	54	246	745	145	600
Kenya	oct./sept.	2 897	101	1 287	85	124	1 510	1 210	300
Ouganda	janv./dec.	1 907	94	186	159	55	145	80	65
Rwanda	janv./dec.	269	122	226	108	45	226	196	30
Seychelles	janv./dec.	-	-	13	102	-	13	13	-
Somalie	août/juil.	375	144	270	99	25	320	275	45
Soudan	nov./oct.	3 803	87	1 229	145	81	1 120	930	190
Afrique australe		2	100	308	111	-	280	280	-
Maurice	janv./dec.	2	100	308	111	-	280	280	-
Afrique de l'Ouest		39 117	108	9 833	137	459	9 496	9 057	439
Pays côtiers		28 117	106	7 215	146	266	6 867	6 630	237
Bénin	janv./dec.	1 026	113	115	88	19	115	100	15
Côte d'Ivoire	janv./dec.	1 051	83	1 317	141	14	1 177	1 155	22
Ghana	janv./dec.	2 062	127	542	112	80	462	402	60
Guinée	janv./dec.	772	105	369	95	37	370	330	40
Libéria	janv./dec.	71	56	150	70	34	165	130	35
Nigéria	janv./dec.	22 146	105	4 310	179	13	4 170	4 170	-
Sierra Leone	janv./dec.	268	129	312	125	69	308	243	65
Togo	janv./dec.	721	107	100	83	-	100	100	-
Pays sahéliens		11 000	113	2 618	117	193	2 629	2 427	202
Burkina Faso	nov./oct.	3 089	123	259	139	32	237	219	18
Cap-Vert	nov./oct.	5	28	74	80	36	109	33	75
Gambie	nov./oct.	132	95	149	117	6	142	137	5
Guinée-Bissau	nov./oct.	122	98	56	73	7	74	69	5
Mali	nov./oct.	2 296	101	246	220	9	279	261	18
Mauritanie	nov./oct.	90	64	292	92	45	308	243	65
Niger	nov./oct.	3 310	131	391	92	35	377	375	2
Sénégal	nov./oct.	786	94	1 060	130	17	1 006	999	7
Tchad	nov./oct.	1 170	104	91	112	6	98	91	7
Afrique centrale		2 889	100	966	115	95	981	894	87
Cameroun	janv./dec.	1 269	104	367	125	2	368	366	2
Gabon	janv./dec.	32	103	92	101	-	88	88	-
Guinée équatoriale	janv./dec.	-	-	15	126	-	15	15	-
Rép. centrafricaine	janv./dec.	130	92	36	95	5	38	37	1
Rép. dém. du Congo	janv./dec.	1 452	98	253	101	69	270	200	70
Rép. du Congo	janv./dec.	5	125	191	129	14	190	180	10
Sao Tomé	janv./dec.	1	100	12	113	5	12	8	4
TOTAL		60 305	105	15 124	121	1 343	15 455	13 291	2 164

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les reexportations.

3/ La FAO a inclus toutes les contributions communiquées au SMAR, qu'elles soient destinées à des distributions gratuites ou à la vente. Toutefois, il peut arriver que les gouvernements enregistrent une partie de l'aide alimentaire destinée à la vente sous la rubrique des besoins d'importations commerciales.

4/ Y compris les besoins des réfugiés.

Tableau 4. Opérations triangulaires au bénéfice de l'Afrique subsaharienne en 2002/03 ou 2003

(en milliers de tonnes) 1/

Donateur	Source d'approvisionnement	Pays bénéficiaires	Total par donateur
CE	Afrique du Sud Tanzanie	Angola (15.0), Mozambique (1.0), Zimbabwe (2.4), Rép. dém. du Congo (3.0) Burundi (0.4)	21.8
ONG	Afrique du Sud	Zimbabwe (6.4),	6.4
États-Unis	Kenya	Somalie (0.1)	0.1
PAM	Kenya Afrique du Sud	Somalie (2.8) Angola (7.2), Zimbabwe (1.5)	11.5
TOTAL			39.8

1/ Sur la base des informations fournies par le PAM au SMIAR à la fin juin 2003.

Tableau 5. Achats locaux en Afrique subsaharienne en 2002/03 ou 2003

(en milliers de tonnes) 1/

Donateur	Pays bénéficiaires	Total par donateur
CE	Burkina Faso (0.5), Burundi (2.2), Rép.dém. du Congo (1.5), Éthiopie (50.7), Lesotho (0.4), Madagascar(0.3), Malawi (9.4), Mali (0.3), Soudan (12.0), Zambie (1.9)	79.2
ONG	Kenya (0.1), Malawi (0.4), Mozambique (0.1), Zambie (3.4)	4.0
PAM	Angola (4.4), Bénin (0.7), Burkina Faso (4.0), Burundi (2.3), Cameroun (1.3), Tchad (1.0), Côte d'Ivoire (4.2), Kenya (76.6), Éthiopie (42.9), Lesotho (10.3), Madagascar (1.1), Malawi (1.7), Mali (1.5), Mozambique (9.7), Niger (3.6), Rwanda (2.3), Sénégal (3.7), Soudan (9.4), Tanzanie (27.9), Ouganda (25.2), Zambie (11.3)	245.1
TOTAL		328.3

1/ Sur la base des informations fournies par le PAM au SMIAR à la fin juin 2003.

Tableau 6. Contributions d'aide alimentaire en céréales et pourcentage livré en Afrique subsaharienne en 2002/03 ou 2003
(en milliers de tonnes)

Donateur/bénéficiaire	Canada	Chine	CE	Japon	Jamahiriya arabe libyenne	ONG	Etats-Unis	PAM	Contributions d'aide alimentaire	Pourcentage livré à la fin juin 2/
Afrique de l'Est	4.7	-	31.7	-	-	12.8	178.6	725.9	953.7	82
Burundi	-	-	0.4	-	-	-	-	43.4	43.8	77
Comores	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	-	-	-	-	-	-	-	4.7	4.7	100
Érythrée	-	-	-	-	-	-	-	42.9	42.9	100
Éthiopie 1/	4.7	-	20.3	-	-	12.8	68.3	418.6	524.7	79
Kenya	-	-	-	-	-	-	69.0	35.0	104.0	78
Rwanda	-	-	-	-	-	-	9.2	4.6	13.8	33
Ouganda	-	-	-	-	-	-	17.4	55.4	72.8	91
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	-	-	-	-	-	-	4.6	2.8	7.4	100
Soudan	-	-	11.0	-	-	-	6.4	80.6	98.0	87
Tanzanie	-	-	-	-	-	-	3.7	37.9	41.6	100
Afrique australe	-	-	55.8	11.9	-	27.7	164.0	889.5	1 148.9	98
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	15.0	-	-	15.0	100
Angola	-	-	15.2	-	-	0.2	25.9	182.6	223.9	100
Botswana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lesotho	-	-	1.0	-	-	-	15.0	26.0	42.0	100
Madagascar	-	-	-	11.9	-	-	27.2	7.0	46.1	100
Malawi	-	-	2.5	-	-	1.6	4.1	236.5	244.7	91
Maurice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mozambique	-	-	32.4	-	-	-	41.5	20.8	94.7	100
Namibie	-	-	-	-	-	-	40.0	0.4	40.4	100
Swaziland	-	-	-	-	-	-	-	12.8	12.8	100
Zambie	-	-	1.4	-	-	0.3	-	137.0	138.7	100
Zimbabwe	-	-	3.3	-	-	10.6	10.3	266.4	290.6	100
Afrique de l'Ouest	-	1.0	18.6	12.1	2.7	0.1	70.2	104.8	209.5	58
Pays côtiers	-	-	-	-	-	-	42.8	41.3	84.1	43
Bénin	-	-	-	-	-	-	8.2	-	8.2	-
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	0.9	0.9	100
Ghana	-	-	-	-	-	-	34.6	1.0	35.6	3
Guinée	-	-	-	-	-	-	-	9.3	9.3	78
Libéria	-	-	-	-	-	-	-	17.5	17.5	81
Nigéria	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	-	-	-	-	-	-	-	12.6	12.6	100
Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays sahéliens	-	1.0	18.6	12.1	2.7	0.1	27.4	63.5	125.4	69
Burkina Faso	-	-	-	7.8	-	0.1	2.7	2.8	13.4	42
Cap-Vert	-	-	15.6	4.3	-	-	18.8	1.0	39.7	29
Gambie	-	-	-	-	-	-	-	2.2	2.2	100
Guinée-Bissau	-	-	-	-	2.7	-	-	5.7	8.4	100
Mali	-	-	-	-	-	-	-	6.9	6.9	100
Mauritanie	-	1.0	3.0	-	-	-	0.2	14.1	18.3	84
Niger	-	-	-	-	-	-	1.6	0.6	2.2	100
Sénégal	-	-	-	-	-	-	-	25.5	25.5	100
Tchad	-	-	-	-	-	-	4.1	4.7	8.8	100
Afrique centrale	-	-	3.0	-	-	-	-	23.9	26.9	81
Cameroun	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gabon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rép. centrafricaine	-	-	-	-	-	-	-	1.1	1.1	73
Rép. dém. du Congo	-	-	3.0	-	-	-	-	20.3	23.3	82
Rép. du Congo	-	-	-	-	-	-	-	2.0	2.0	100
Sao Tomé	-	-	-	-	-	-	-	0.5	0.5	-
TOTAL	4.7	1.0	109.1	24.0	2.7	40.6	412.8	1 744.1	2 339.0	88

1/ Y compris les besoins des réfugiés.

2/ Pourcentages calculés à partir de chiffres non arrondis.

Vous trouverez ci-dessous la traduction des termes utilisés dans les bilans alimentaires présentés pour chaque pays d'Afrique subsaharienne dans la version anglaise du présent rapport

BILAN CÉRÉALIER POUR L'ANNÉE COMMERCIALE 20../..ou 20.. (année commerciale)

	Blé	Riz	Céréales secondaires	Total céréales
	(en milliers de tonnes)			
Production : année précédente				
Production : moyenne des 5 années précédentes				
Importations : année précédente				
Importations: moyenne des 5 années précédentes				
<u>Disponibilités pour 20../.. ou 20..</u>				
Production en 20..(riz en équivalent paddy)				
Production en 20..(riz en équivalent usiné)				
Baisse éventuelle des stocks				
<u>Utilisation 20../.. ou 20..</u>				
Alimentation humaine				
Consommation non alimentaire				
Exports ou re-exportsations				
Reconstitution éventuelle des stocks				
<u>Besoins d'importations en 20../.. ou 20..</u>				
Importations commerciales prévues				
dont : réalisées ou négociées				
Besoins d'aide alimentaire				
<u>Situation des aides alimentaires</u>				
Engagements d'aide alimentaire				
dont: livraisons effectuées				
Achats financés par des donateurs, dont :				
- pour utilisation dans le pays				
- pour l'exportation				
<u>Consommation par habitant (kg/an)</u>				
<hr/>				
<u>Indicateurs</u>			(pourcentage)	
Production en 20.. : comparaison avec la moyenne (riz en équivalent paddy)				
Besoins d'importation en 20.. : comparaison avec la moyenne				
Part des céréales dans l'apport total en calories				
<u>Informations supplémentaires</u>				
Autres cultures importantes				
Période de soudure				
Population (en milliers)				
PNB en 20... par habitant (dollars EU)				

TERMINOLOGIE

"Utilisation" : Tous les éléments d'utilisation concernant le blé et les céréales secondaires sont exprimés en équivalent grain. S'agissant du riz, tous les éléments sont exprimés sous forme usinée. L'utilisation non alimentaire comprend les pertes d'après récolte, l'utilisation sous forme de semences ou pour l'alimentation animale, ou encore l'usage industriel pour toutes les céréales.

"Pays confrontés à des urgences alimentaires": il s'agit d'un déficit exceptionnel des approvisionnements globaux, ou d'un déficit localisé par suite de mauvaise récolte, de catastrophe naturelle, d'interruption des importations, de perturbation de la distribution, de perte excessive après récolte, voire de goulot d'étranglement des approvisionnements et/ou d'une demande alimentaire accrue découlant de mouvements de population à l'intérieur du pays ou d'un afflux de réfugiés. Dans le cas d'un déficit exceptionnel d'approvisionnements alimentaires globaux, une aide alimentaire d'urgence pourra être nécessaire pour couvrir tout ou partie du déficit.

Les désignations employées ainsi que la présentation du contenu de ce bulletin n'impliquent en aucune façon l'expression d'une opinion de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à propos du statut juridique ou constitutionnel d'un quelconque pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou encore concernant la délimitation de ses frontières.